

Contrat de présence postale 2011 – 2013 pas de cadeau pour le réseau

Paris le 4 novembre 2010

Les élus SUD PTT au Conseil d'Administration de La Poste ont voté contre le contrat de présence postale qui doit être signé par le président de La Poste SA, le président de l'Association des Maires de France et le ministère de l'économie.

L'artifice du «point de contact »

Ce contrat issu de la loi postale de 2005 a permis à La Poste de faire valider par l'une des plus grandes associations d'élus de France son modèle de « point de contact » qui ne fait pas de différence entre un bureau de poste en gestion directe et une épicerie ou un secrétariat de mairie.

Le contrat tripartite pérennise pour les trois prochaines années le désengagement de La Poste des zones rurales comme des quartiers populaires jugés non rentables. La pérennité d'un bureau de poste dépend en fait largement de son éligibilité par la banque postale dont l'objectif de « rentabilité » est de 2800 agences. Cet objectif est atteint en 2010 ou seuls 2870 bureaux offrent les services d'au moins un conseiller financier.

Une niche fiscale permet à La Poste de financer les fermetures de bureaux

L'Etat pour sa part valide le fait que les contribuables paient pour les fermetures des bureaux de poste. C'est un abattement sur les taxes locales que La Poste devrait payer, qui sert à financer la rémunération des agences communales et des épiceries, en 2009, 89 millions d'€ y ont été consacrés (65% de l'abattement de 136 M€).

Un bilan sans appel

Le premier contrat 2007 2010 a validé plus de 6000 fermetures de bureaux de poste et 6 600 suppressions de poste (source bilans sociaux de La Poste). La Poste vise un rythme annuel de 500 fermetures. Partout en France, les quartiers populaires comme les zones rurales voient la présence postale se réduire malgré l'opposition de certains élus. La recette est simple pour La Poste qui ne remplace pas les départs des personnels (retraite ou mobilité) et réduit les horaires sans concertation.

La fédération SUD PTT dénonce le comportement irresponsable des signataires de cet accord tripartite qui, en temps de crise sociale et économique, affaiblit le service public au plus grand nombre. Le réseau postal doit rester un outil de premier plan au service de la cohésion sociale et territoriale.

En annexe

Répartition de l'abattement fiscal

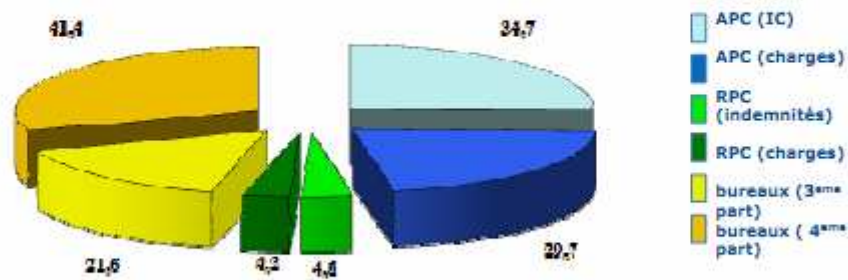
Point sur la présence postale fin Aout 2010

Carte de France des fermetures

Répartition du fonds de péréquation



Répartition du fonds de péréquation en 2009 selon le type de points de contact (en MC)



APC agences postales communales en mairie
RPC Relais poste commerçant

Nombre / typologie du réseau des points de distribution de l'Enseigne La Poste à fin septembre 2010

| | sep09 | Sep10 | Evolution sur un an |
|--|---------------|---------------|---------------------|
| Bureaux de poste | 10 734 | 10 305 | -429 |
| dont BCentre | 3 409 | 2 870 | -539 |
| dont autres BP | 7 325 | 7 435 | 110 |
| Partenariats | 6 253 | 6 716 | 463 |
| Nb APC total¹ | 4 481 | 4 836 | 355 |
| dont éligibles fonds de péréquation ² | 3 980 | 4 302 | 322 |
| dont urbaines | 498 | 532 | 34 |
| dont Mayotte/St-Pierre et Miquelon | 3 | 2 | -1 |
| Nb RPC total | 1 772 | 1 880 | 108 |
| dont éligibles fonds de péréquation ³ | 1 479 | 1 564 | 85 |
| dont urbains | 293 | 316 | 23 |
| Autres partenariats⁴ | 21 | 18 | -3 |
| Bureaux militaires⁵ | 88 | 34 | -54 |
| Total | 17 096 | 17 073 | -23 |

¹ Constitué d'Agences Postales Communales ainsi que d'Agences Postales Intercommunales.

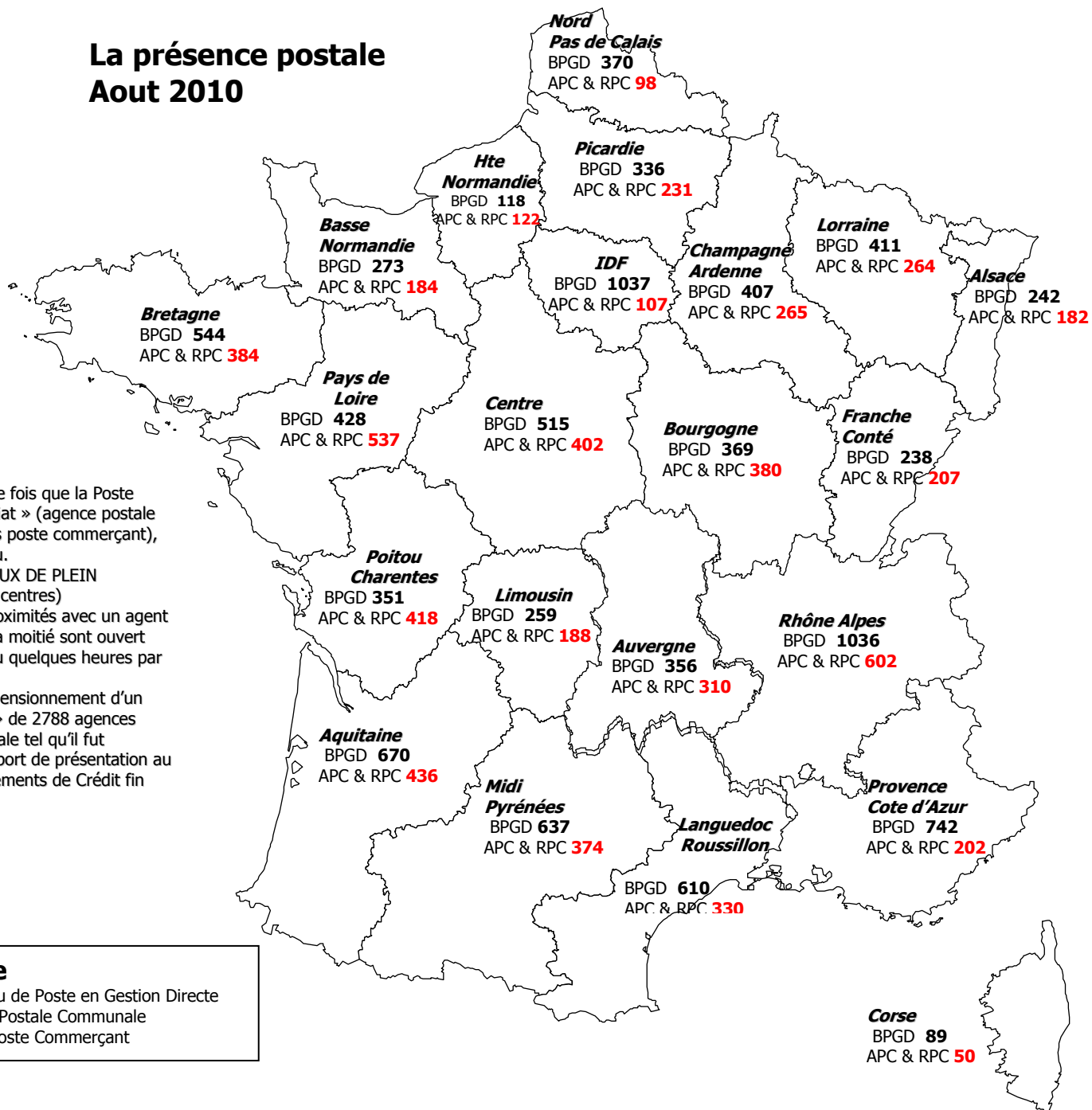
² Constitué d'APC/API en rural, en ZUS et en DOM. Les APC de Mayotte et de Saint-Pierre et Miquelon ne sont pas éligibles au fonds de péréquation.

³ Constitué de RPC en rural, en ZUS et en DOM.

⁴ Constitué des AP d'Andorre et de Monaco ainsi que des AP hors convention.

⁵ Constitué des points de contact militaires rattachés à l'Enseigne ainsi que des bureaux de Postes aux Armées.

La présence postale Aout 2010



Depuis 2005, chaque fois que la Poste ouvre un « partenariat » (agence postale communale ou relais poste commerçant), elle ferme un bureau.
 Il reste 2870 BUREAUX DE PLEIN EXERCICE (bureaux centres)
 7000 bureaux de proximités avec un agent en général et dont la moitié sont ouverts une demi-journée ou quelques heures par semaines.
 On approche du dimensionnement d'un réseau « profitable » de 2788 agences pour la banque postale tel qu'il fut proposé dans le rapport de présentation au Comité des Etablissements de Crédit fin 2005

Légende
BPGD Bureau de Poste en Gestion Directe
APC Agence Postale Communale
RPC Relais Poste Commerçant